

MESSAGER DE TAHITI.

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

TAHITI 20. - N° 50.

Mahana mai 22 tairi 1871.

PREMIER
 PRIX DE L'ABONNEMENT (en France)
 En avant 12 fr.
 En arrière 10 fr.
 Le numéro 30 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (en comptant).
 Les 20 premières lignes 25 c. la ligne
 Au-dessus de 25 lignes 20 c. la ligne
 Les annonces mensuelles se valent la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Décision portant nomination provisoire du juge près du tribunal de première instance de l'Océanie. — Arrêt du procureur général en date du 19 juillet 1870 de la session du comité consultatif d'administration, de commerce et d'agriculture. — Nomination, mutations, etc.
PARTIE NON OFFICIELLE. — Documents relatifs à l'insurrection de Paris. — Circulaires de M. Thiers. — Histoire de la marine. — Le triomphe de la machine. — Mieux que en Nouvelle-Calédonie. — Rites des allées de la haute-cour tahitienne. — Nouveautés du port. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Nos, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,
 Attendu que M. Bérion, nommé juge-président du tribunal de première instance de Papeete, n'a pas encore rejoint son poste ;
 Vu les besoins du service ;
 Vu l'article 41 du décret du 18 août 1868 ;
 Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

AVANT DÉCISÉ ET DÉCISÉ :

Art. 1^{er}. M. Monnier (Georges-Louis-Joseph), sous-commissaire de la marine, est nommé provisoirement juge-président du tribunal de première instance de Papeete.

Art. 2. L'ordonnateur et le chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée avant son insertion aux Archives de l'Océanie et insérée au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 19 juillet 1871.

GILARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur,
 L. Le Gey.

Le Procureur de la République,
 Chef du service judiciaire,
 Hozier.

Nos, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,
 Vu les articles 6 et 12 de l'arrêté du 19 mars 1870 portant rétablissement du comité consultatif d'administration, de commerce et d'agriculture ;

Attendu que la durée de la session de ce comité, fixée à huit jours par notre arrêté du 5 juillet dernier, n'est pas suffisante pour le complet examen des travaux qui lui sont soumis ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVANT ARRÊTÉ ET ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. La durée de la session du comité d'administration, de commerce et d'agriculture, fixée à huit jours par notre arrêté du 5 du mois courant, est prolongée jusqu'au 28 du même mois.

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré avant son insertion aux Archives de l'Océanie et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 20 juillet 1871.

GILARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,
 L. Le Gey.

Par décision de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 19 juillet 1870, pris sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, M. Richard de Vauvres, receveur de l'enregistrement et des domaines, conservateur des hypothèques et curateur aux successions et biens vacants, a été embarqué sur la frégate *Sigée* pour se rendre en France à l'effet de suivre sa destination.

Par décision en date du même jour, M. Martin Buchey, écrivain titulaire du commissariat de la marine, a été appelé à remplir provisoirement les fonctions de receveur de l'enregistrement et des domaines, conservateur des hypothèques et curateur aux successions et biens vacants.

Par décision en date du même jour, M. Cartonnel, écrivain auxiliaire de la marine, a été nommé boursier de la poste, en remplacement de M. Martin Buchey, écrivain de marine, appelé à d'autres fonctions.

PARTIE NON OFFICIELLE

Le Commandant Commissaire de la République ne recevra pas mercredi 26 juillet.

Documents relatifs à l'insurrection de Paris.

CIRCULAIRES DE M. THIERS.

Versailles, 2 mai 1871, 8 h. 30 soir.

Le fort d'Issy, accablé par le feu de nos batteries, avait arboré le drapeau parlementaire et allait se rendre, lorsqu'un envoyé de la Commune, arrivant soudainement, a empêché les délégués de déposer les armes.

Le fort a recommencé sur-le-champ et a continué ses ravages.

Cette nuit, le général La Mignotte, de la division Favon, à la tête de deux bataillons, un de 35^e et un de 4^e, a emporté le château d'Issy avec la plus grande vigueur. Pendant ce temps, le 32^e de chasseurs à pied, de la brigade Berthe, s'approchant au silence de la gare de Clamart, l'a enlevée à la baïonnette presque sans tirer.

Les insurgés, dans ces deux actions, ont fait des pertes considérables ; ils ont laissé 350 morts sur le terrain et environ 400 prisonniers.

En ce moment le fort d'Issy, complètement investi, est isolé de Paris et sans espoir de notre pouvoir, soit par reddition ou par force. Les opérations continuent donc de manière à amener des résultats décisifs.

Pendant ce temps, la Commune, délaissée par les électeurs de toute la France et menacée par l'armée, complot des actes qui sont aux yeux de la nation, pour conserver l'ordre social et maintenir un comité de salut public qui indignera tout le monde sans faire trembler personne. Elle est évidemment au terme de son délire, et il ne lui reste que la ressource d'aller une fois de plus, d'annoncer aux Parisiens qu'elle est partout victorieuse. Toujours est-il qu'en quatre jours le fort d'Issy a été épuisé et entièrement isolé de Paris par un investissement actuellement complet.

A. THIERS.

Versailles, 6 mai, 7 h. 30 m.

Les personnes qui ont suivi les opérations que notre armée exécute avec un dévouement admirable, pour conserver l'ordre social et gravement menacé par l'insurrection de Paris, doivent avoir compris que le plan était de réduire le fort d'Issy, en faisant cesser son feu et en coupant toutes les communications avec le fort de Vanvres et l'enceinte. Ces opérations approchent de leur fin, malgré les obstacles que leur opposent les batteries de fort de Vanvres. En ce moment nos troupes font des tranchées qui séparent complètement le fort d'Issy de celui de Vanvres. Le chemin de fer, qui est traversé par un passage voûté, est la ligne qui a été disputée depuis trois jours. Hier soir, 210 mousquetaires et deux compagnies du 1^{er} chasseurs à pied, conduits par le général Patrice, se jetèrent hardiment sur le chemin de fer et sur le passage voûté.

Les mousquetaires à essayer un feu très-violent ; mais ils ont été bravement soutenus par les deux compagnies du 1^{er}, et la ligne du chemin de fer, ainsi que le passage voûté, sont restés en notre pouvoir. La garnison de Vanvres, cherchant à prendre nos soldats à l'arrière, se tenant prête à sortir de ses positions, lorsque le colonel Vilmeut, à la tête d'un bataillon d'élite, tomba sur elle, emporta les tranchées des insurgés, s'empara du redan dans lequel les insurgés étaient réunis, en tuant un grand nombre, fit beaucoup de prisonniers, et termina ce brillant engagement par un coup de main décisif.

Le redan fut immédiatement tourné contre l'ennemi, et une quantité d'armes, de munitions, de sacs de provisions, abandonnés par la garnison de Vanvres, a été prise, ainsi qu'un drapeau du 11^e bataillon des insurgés.

On voit qu'on ne perd pas de temps. Chaque heure nous rapproche du moment où l'attaque principale terminera les succès de Paris, de toute la France.

Nous avons eu dans ces opérations plusieurs officiers mis hors de combat. Le colonel Lepere, le lieutenant Panet et de Broglie ont été blessés, mais pas d'une manière dangereuse. On espère qu'ils seront bientôt rétablis.

A. THIERS.

Versailles, 13 mai.

Pendant que nos troupes ont entrepris, dans le bois de Boulogne, d'ouvrir une tranchée d'une grande étendue, et que la formidable artillerie de Montreuil protège les travaux d'approche, le second corps (général de Clusey) du côté d'Issy a accompli un brillant fait d'armes.

Hier à midi, les troupes du général Ormoud ont occupé les positions situées sur le pont ou la route stratégique renouée entre de Châtillon à Montreuil.

Cette opération, exécutée par les fusiliers du 1^{er} bataillon de chasseurs à pied, et une partie du 11^e de ligne, a eu

On eût dû couper toutes les communications entre les forts de la rive et de Montroig.

Quelques heures plus tard, le commandant Pontcau, avec un bataillon du 46^e régiment de ligne de la brigade Bouchard, a enlevé le point de la banquette le couvent des Oiseaux à Kay.

Dernière attaque, exécutée d'une manière brillante, nos soldats ont pu prendre d'un admirable élan. Les pertes de l'ennemi sont nombreuses. Nous avons pris huit canons, plusieurs drapeaux et des prisonniers.

A la suite de cette affaire, les lastrés, voyant qu'ils ne pouvaient plus conserver leurs positions en dehors de l'enceinte, ont abandonné successivement toutes les parties du village qui l'occupaient encore, en laissant de nouveau dans nos mains un grand nombre de prisonniers.

L'occupation du Lycée de Vanves a été effectuée ce soir par notre armée. Nos troupes se trouvent à quelques centaines de mètres de l'enceinte. Ainsi, sur tous les points, nous approchons du terme final de nos opérations et de la délivrance de Paris.

A. TISSOT.

ORDRE DU JOUR DU MARÉCHAL MAC-MAHON À L'ARMÉE.

Soldats,

Vous avez répondu à la confiance que la France avait mise en vous.

Par votre bravoure, votre courage, vous avez vaincu les obstacles que vous opposait une insurrection disposant de tous les moyens préparés par nous contre l'étranger.

Vous lui avez enlevé successivement les positions de Meudon, Sèvres, Rueil, Courbevoie, Bécon, Asnières, les Moulins et le Moulin-Saquet. Vous venez enfin d'enlever dans la nuit d'Isy.

Dans ces différents combats, plus de 3,000 prisonniers et 150 boucliers nous restent entre vos mains.

Le pays apprend à vos succès et voit le présage de la fin d'une lutte que nous déplorons tous.

Paris nous appelle pour le délivrer du prétendu gouvernement qui l'opprime. Avant peu, nous pourrions sur ses remparts le drapeau national, et nous obligerions le rétablissement de l'ordre réclamé par la France et l'Europe entière.

Soldats, vous avez mérité la reconnaissance de la patrie.

Au quartier-général de Versailles, le 13 mai 1871.

Le maréchal de France, commandant en chef,
de Mac-Mahon, duc de Magenta.

Histoire de la colonne Vendôme.

La colonne Vendôme, élevée à la mémoire de la grande armée, avait, sous le règne de Louis XVI, la Bastille l'avenant, du ne pas rappeler le sang versé dans les guerres civiles. Son histoire peut se résumer en peu de lignes.

Après la rupture du traité d'Amiens, Napoléon, devenu empereur des Français, roi d'Italie, médiateur de la Confédération helvétique, se trouva en défiance avec la Hollande et les petits États d'Italie, dominant l'Espagne par la frayeur qu'il inspirait au premier ministre Godoy, prince de la Paix, était sans le maître, du moins l'arbitre du continent. Mais pour ne avoir plus de rival dans le monde, il lui résolut à passer la Manche avec son armée et à faire son entrée dans Londres. L'Angleterre, rangée en bataille derrière le détroit, attendait le débarquement avec une anxiété inexprimable. Deux mille chaloupes canonnières et bateaux plats entassés dans la rade de Boulogne, destinée à transporter 150,000 Français. Nelson, le vainqueur d'Aboukir, redoutait tout autour, essayant toujours de couler ces « coquilles de noix » du choc de ses gros navires de guerre, tantôt de les incendier en lançant des centaines de brûlots; mais les batteries de la côte le repoussèrent en pleine mer. Pendant ce temps, les escadres françaises, tant bloquées, tentaient glissent sur la surface de l'Océan comme des mouettes, n'attendant qu'un signal pour se réunir dans la Manche, écarter Nelson et protéger le passage. Jamais, depuis Gibraltar le Conquistador, l'Angleterre n'avait été menacée d'un si grand danger.

Put lui-même, l'impitoyable William Pitt, ne vit plus de salut que dans une coalition européenne. Le 18 février, il demanda au Parlement 6 millions de livres sterling (25 millions de francs). — Pourquoi faire ? demanda l'opposition. — Un voyage coûteux, répondit le ministre, et le 14 juillet, il obtint encore pour le même usage 87 millions de francs. Ces chiffres firent sourire la génération présente, qui paye en pleine paix des budgets de 2 milliards. Mais en ce temps-là, on avait 200 millions on reniait et on armait tout l'Europe.

Napoléon, qui attendait impatiemment à Boulogne l'entrée des escadres françaises dans la Manche, apprenait tout à coup que l'Autriche et la Russie ont pris les armes, qu'on veut réduire la France à ses anciennes limites, délivrer la Suisse, la Hollande, la Belgique, la Hanovre, l'Italie, etc.; que quatre armées anglo-néerlando-françaises menacent le Havre occupé par nos troupes, la Bavière, notre allié, la haute Italie, et le royaume de Naples; que l'armée Villeneuve s'est mise bloquer par les Anglais, que son pa de campagne maritime est menacé; que Nelson est reçu dans les eaux de Gênes et que la flotte anglaise est sur ses gardes. Il regarda son parti sur le champ, il abandonna cet insaisissable ennemi qu'il croyait déjà tenir, et faisant demi-tour à droite, il précipita avec une rapidité prodigieuse sept cents canons sur la rade de Boulogne, qui couvraient sous ses yeux. Sur l'Adige, cet état Masséna qui commença pour lui, Masséna, le vainqueur de Zurich et de Rivoli. Un tel chef répond de tout. Nul souci du Hanovre et de Naples, qui tombèrent d'eux-mêmes au vainqueur de Marengo et de Austerlitz.

L'invasion de la Bavière eut du 9 septembre. Le 25 septembre, Davoust, Soult, Lannes, Marmont, Ney, Murat possédèrent le Rhin avec leurs corps d'armée. Bonaparte et l'Autriche qui s'était réfugié à Wurtzbourg avec ses Bavarois le rejoignent. Tous ensemble le puissant le Danube, interceptant les communications de Mack avec l'Autriche, comptent son armée en deux ou trois troupes dans les batailles de Wöringen, d'Albeck, d'Eichingen.

Le 15 octobre, Mack était enfoncé dans Ulm. Le 20, il capitulait avec 33,000 Autrichiens, restés de 80,000 avec lesquels il avait commencé la campagne. Excepté un archiduc et quelques milliers de cavaliers, tout fut tué, dispersé ou pris.

Mack, qui s'était fait, on ne sait comment, une réputation de tacti-

cien, fut accusé de trahison et condamné à mort par le conseil militaire. Le malheureux était coupable de ce bel air, et ceux qui l'employaient auraient dû le connaître mieux. Mais l'autorité n'a jamais tort. Cependant il en fut quitte pour deux ans de prison.

Sans s'arrêter, après la capitulation d'Ulm, Napoléon se dirigea sur Vienne. Il eut à passer la ligne Koutsoff qui venait avec 50,000 Russes rejoindre Mack. et qui précipita sa retraite en apercevant les aigles-gardes françaises.

Ney et Marmont, dirigés sur le Tyrol et la Carinthie, donnèrent le main à Masséna, vainqueur, qui, venant d'Italie, poursuivait l'archiduc Charles, l'épée dans les reins, du côté de la Hongrie.

Le 15 novembre, Vienne ouvrit ses portes. et Napoléon, raliant ses lieutenants, marcha à la rencontre des Russes en Moravia. La grande armée avait fait cinq cents lieues en deux jours, et mille fois les soldats ne s'étaient arrêtés, si ce n'est pour combattre. Telle était la vigueur et la solidité de l'instrument de guerre que la République avait légué à Napoléon ! Mais de tels prodiges, trop souvent renouvelés, finirent par mer les plus intrépides. A gauche, en 1815, survint-il un vingtième de cette héroïque armée.

Du 13 novembre au 2 décembre on manœuvra. Le czar Alexandre et son allié l'empereur d'Autriche, voyant que Napoléon devenait circonscrit, s'accablèrent — le czar surtout, qui croyait, comme tous les princes, avoir tout fait sans avoir rien appris. Les jeunes gens de l'école-mère, aussi ignorants que lui-même et comptant pour une victoire l'heureuse retraite de Koutsoff, ne parvinrent pas à le faire fuir et se mirent à se quereller les uns avec les autres. Un renfort allemand, Weyrother, aussi résolu que Mack, donna la grande bataille. Koutsoff, trop hâtif pour ne pas voir la sottise de Weyrother, n'osa tout court pour contraindre le czar, garda le silence dans le conseil de guerre, et dit seulement après la séance au prince Tolstoï, maréchal du palais : « Si nous donnons la bataille, nous serons perdus ; avouez-le-moi le czar — le plus aimé que des sautes et des rôtis, répliqua Tolstoï ; parlez-lui vous-même. »

Pendant ces délibérations, Napoléon était si sûr de la victoire qu'il osa s'adresser à ses soldats, par un ordre qui disait : « J'aurai l'armée russe, et qu'il leur prît (chose plus singulière) le cas de se tenir loin du danger pendant la bataille. » Je le jure, lui dit un vieux grenadier, que tu n'auras à combattre que des yeux et que nous t'amenons demain les drapeaux et l'effluve des Russes pour te faire l'unanimité de ce coup d'armement.

En effet, le lendemain 2 décembre 1805, dès trois heures de l'après-midi tout était terminé. Quarante mille Autrichiens ou Russes étaient tués, blessés ou pris. Deux cent soixante-dix canons restèrent aux mains des Français. L'empereur d'Autriche demanda la paix.

Le czar obtint la permission de fuir sans être poursuivi, ce qui lui permit de revenir à la charge l'année suivante avec son nouveau plan de la Prusse et de sa sainte nation d'Erismadour comme à Austerlitz.

Cependant ce coup avait désorganisé la coalition. Le roi de Prusse, qui

un compliment, dit Napoléon, dont la fortune a changé l'adresse. « William Pitt, qui avait écrit de la capitulation d'Ulm, fut frappé au cœur et apprenant la victoire d'Austerlitz et mourut peu de jours après. L'Angleterre, prise de son unique allié par la paix du Presbourg, se rejoignit à peine de la bataille navale de Trafalgar, où Nelson détruisit la flotte française et fut tué. Elle perdit presque tout son tonnage et son plus grand ministre et son héros, mais les nations libres se soutinrent par leurs propres forces. Pour gouverner, le bon sens vaut mieux que le génie.

C'est pour perpétuer le souvenir de cette glorieuse campagne de nos jours et dans une époque où les idées de la révolution ont été vaincues une colonne en pierre revêtue de bas-reliefs en bronze. Deux cent canons pris sur l'ennemi devaient fournir le métal. Un étroit escalier conduisait sur la plateforme de ce monument, qui fut bâti par Dumas, Goudouin et Leprieux, inauguré en 1810, et surmonté d'une statue en bronze de Napoléon, qui représentait Napoléon en costume d'empereur romain.

En 1811, après la prise de Paris, des royalistes essayèrent de renverser la statue, mais ne réussirent pas. Quelque temps après on l'entoura de son socle et on la remonta par le drapeau blanc. En 1833, une statue nouvelle, de M. Sevrin, habillée d'une redingote de bronze et coiffée du célèbre petit chapeau, prit la place de l'ancien, qui avait été fondue pour faire la statue de Henri IV au Pont-Neuf. En 1835, on refit le socle avec des blocs de granit tirés de la Corse. Enfin, en 1863, on a remplacé l'empereur romain sur son socle et sur le socle en granit gris à Courbevoie. Ce dernier changement avait été généralement blâmé.

La hauteur de la colonne Vendôme était de quarante-quatre mètres. La colonne pesait 250 tonnes. La construction avait coûté 1,973,417 fr., y compris la valeur du bronze.

La statue de 1863 a coûté 60,000 fr. le socle avec en granit 76,000 fr.

Les bas-reliefs en bronze représentaient les événements de la campagne de 1805. Au-dessous de l'entrée était gravé une inscription bien pittoresque, pendant la Restauration, fut recouverte d'un caudat métallique.

ALFRED ASSOLANT.

Triomphe de la machine.

La vaillance de Gattez, qui presque seul se lève dans la congrégation d'un empire et contre des millions d'hommes, est obscure, inestimable. La machine cependant, il faut l'avouer, est encore plus pour nos victoires. C'est le mousquet qui vainquit.

La vaillance des Prussiens qui se battirent en France avec deux millions d'hommes n'eût pas été moins triomphale, ainsi que l'habileté de leurs savants état-majors. Cependant il est très-à-propos que le machiniste, le canon léger à grande portée, ait encore plus pour leurs victoires.

Les batailles d'aujourd'hui sont-elles les mêmes d'aujourd'hui à leur échelle ? — Non, car on ne peut pas mesurer que les grands moments décisifs, par exemple à Sedan, entre portée était telle, et nos armes atteignaient si peu, qu'il n'y eût ni victoire, ni combat. Les hommes étaient sans cesse tirés ; la machine exécuta tout, sans que l'on ait pu répondre d'aucun homme d'armes à Sedan ? Sans la machine bavaroise d'après ce que nous assure des témoins des intéressés et certainement véridiques. Cette landwehr fut suffi-

